



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 15 au 21 mars 2019

Le 22 mars 2019

Résumé

Bhoutan : Le gouvernement pourrait redéfinir et rationaliser rapidement le rôle des entreprises d'Etat.

Bangladesh : Implantations des laboratoires pharmaceutiques bangladais en Europe. Renata Pharma va s'implanter en Irlande. Nouvelles technologies : trois nouveaux acteurs vont assembler localement leurs téléphones mobiles. Transport urbain : Dacca veut se doter d'une ceinture ferroviaire de 82 kms.

Inde : L'indice des prix de gros progresse de 2,9 % en février alors que, pour le même mois, le déficit commercial se resserre. Le programme de transferts monétaires directs *Pradhan Mantri Kisan* (PM-Kisan) a entraîné un déboursement de 52 Mds ₹ (660 M€) depuis son lancement. Les actifs sous gestion des fonds mutuels se contractent en février. Les actifs de la Banque centrale ont crû de 13% à 39 788 Mds ₹ (506 Mds €) en février. Les envois de fonds à l'étranger poursuivent leur accélération en janvier. L'Inde souhaiterait accueillir à nouveau une mini-conférence ministérielle de l'OMC. L'Inde et le Pérou ont bouclé à Lima une 4^{ème} série de négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange.

Maldives : Signature d'une aide financière avec l'Inde.

Népal : Le taux de déboursement des programmes financés par la Banque asiatique de développement (BAsD) s'établissait à 82% en 2018.

Pakistan : Dépôt d'un milliard USD par les EAU à la Banque centrale, en soutien aux réserves de change. Contraction marquée du déficit de la balance des transactions courantes lors des 8 premiers mois (juillet 2018-février 2019) de l'exercice budgétaire 2018/19. Chute des IDE de 22,6% au cours de la même période. La Banque mondiale souligne les principaux défis auxquels le Pakistan doit faire face pour garantir la prospérité du pays à l'horizon 2047.

Sri Lanka : La croissance du PIB réel s'établit à 3,2% en 2018. Creusement du déficit commercial pour la même année. Lancement de la construction d'une nouvelle zone franche d'exportation (EPZ). La Banque mondiale approuve un nouveau prêt pour l'amélioration des services publics en milieu rural.

BHOUTAN

- **Le gouvernement pourrait redéfinir et rationaliser rapidement le rôle des entreprises d'État.** Dans cette perspective, un groupe de travail a été formé, dont les conclusions sont attendues dans environ trois mois. Celles-ci pourraient conduire à la privatisation de certaines entreprises d'Etat.



Le ministre des Finances, Namgay Tshering, a clairement fait savoir que pour promouvoir la croissance du secteur privé, le gouvernement ne devait pas s'aventurer là où le secteur privé avait la capacité d'opérer. Cette position va également dans le sens des conclusions d'un document de travail de la Banque mondiale, intitulé «Rapport sur le développement du Bhoutan», selon lesquelles la domination de l'État sur l'économie a limité le développement du secteur privé, a entraîné une distorsion de marché et un manque de concurrence. Selon la Banque mondiale, les entreprises d'État opèrent dans beaucoup de secteurs commerciaux (secteur manufacturier, l'énergie, les ressources naturelles, la finance, les communications, l'aviation, le commerce et l'immobilier) et «les liens étroits qui unissent les décideurs et les responsables des entreprises publiques empêchent l'égalité des chances et peuvent décourager les investissements privés».

Le ministère des Finances compte environ 16 entreprises d'État, dont certaines ont à peine trois ans. A la lecture des rapports budgétaires, leurs performances ne sont pas satisfaisantes et impliquent souvent la distribution de subventions publiques, parfois sous forme de renoncement aux recettes provenant des impôts et des dividendes. L'amélioration des performances des entreprises d'État et la promotion d'une bonne gouvernance d'entreprise représentent désormais un enjeu important dans la perspective pour le pays de quitter la catégorie des PMA. A cet égard, le ministère des Finances a mis au point une directive relative à la gouvernance d'entreprise (CGG) qui vise à renforcer et promouvoir la bonne gouvernance et à garantir l'application uniforme des normes dans toutes les entreprises d'État. Cette CGG, entrée en vigueur en janvier 2019, énonce clairement les structures de propriété, les fonctions de surveillance du gouvernement, les rôles et responsabilités du conseil et de la direction. Les membres du conseil d'administration sont également tenus de suivre un programme de formation lors de leur nomination, alors qu'il est par ailleurs formellement interdit au ministre des Finances de participer aux décisions de gouvernance ou de gestion quotidienne des entreprises d'État.

Dans le cadre de la réflexion sur l'éventuelle privatisation de certaines entreprises d'État, les analystes financiers ont fait savoir que la cession d'actions au grand public ne pourrait être que positif pour les marchés de capitaux. Au cours des quatre dernières années en effet, l'offre d'actions en bourse n'a pas été soutenue par de nouvelles inscriptions (aucune nouvelle société n'a été cotée en bourse depuis 2015), sans pour autant empêcher la demande de croître. En conséquence, le prix de marché de la part de certaines entreprises a augmenté de 200%. En trois ans, de 2015 et 2018, la capitalisation boursière totale (valeur marchande du total des actions disponibles) a augmenté de 11 Mds Nu, la valeur de marché des actions des 21 sociétés cotées en bourse passant lors de cette période de 24 Mds Nu à 35 Mds Nu. La capitalisation boursière atteignait cette semaine 44 Mds Nu.

BANGLADESH

- **Implantations des laboratoires pharmaceutiques bangladais en Europe. Les laboratoires ACME** ont reçu début mars 2019 de l'agence de santé britannique MHRA leur certificat de bonnes pratiques de fabrication, qui s'applique au sein de l'Union européenne à la fabrication de médicaments à usage humain ou vétérinaire.

Adossée à un solide portfolio de génériques multi-usages, Acme est portée par un marché intérieur évalué à 2,1 Mds\$ en 2018 qui représente 97% de ses revenus, mais sa diversification est en cours : les exportations ont rapporté 5,3 M€ en 2018 contre 4,7 M€ l'exercice précédent. La compagnie a enregistré des bénéfices substantiels pour la 5^{ème} année consécutive, avec une



marge brute de près de 40% sur l'année budgétaire 2018 ; elle a versé un dividende de 35% pour le 3^{ème} exercice consécutif.

Coté à la Bourse de Dhaka depuis 2016, ACME Laboratories Ltd (www.acmeglobal.com/) est le plus ancien fabricant pharmaceutique du pays. Fondé en 1954, le groupe familial est le 10^{ème} fabricant national avec une part de marché estimée à 3,5% en 2018 selon l'institut IQVIA. ACME fabrique des médicaments, des produits vétérinaires, des compléments alimentaires, des produits nutraceutiques et de la médecine traditionnelle ayurvédique. ACME va démarrer en 2019 la production de stéroïdes, d'hormones et de pénicilline.

- **Renata Pharma va s'implanter en Irlande.** Le groupe pharmaceutique RENATA a annoncé en février 2019 l'ouverture d'une filiale en Irlande, en lieu et place du Royaume-Uni qui avait été initialement retenu en mai 2018.

RENATA est l'ancienne filiale de PFIZER au Bangladesh; elle a démarré ses activités de production en 1972 et a changé de raison sociale en 1993 quand PFIZER a cédé ses parts à ses partenaires locaux. Cotée à la bourse de Dhaka depuis 1979 avec une capitalisation proche de 964 M€, elle constitue le 5^{ème} groupe pharmaceutique du pays, avec une part de marché locale de 5% en 2018. C'est l'une des rares compagnies cotées où l'actionnariat étranger a une part significative (22%).

- **Nouvelles technologies – Trois nouveaux acteurs vont assembler leurs téléphones mobiles au Bangladesh.** OK Mobile, Grameen Distribution et Anira International, trois entreprises locales, viennent d'obtenir une licence pour assembler localement des téléphones pendant 3 ans par la commission de régulation (*Bangladesh Telecommunication Regulatory Commission*), pour la somme de 60.000€ par licence. Le régulateur BTRC a reçu quatre autres demandes.

OK Mobile (okmobilebd.com/) va produire sous sa propre marque 250.000 unités par mois dans l'usine de son partenaire public Telephone Shilpa Sangstha (TSS) à Tongi (nord de Dacca). Grameen Distribution (www.grameendistribution.com/phones.html), distributeur de la marque chinoise Lava, prévoit une production mensuelle de 70.000 téléphones intelligents.

Les taxes sur les importations de téléphone s'élèvent à 32%, alors que le taux tombe à 18% si le téléphone est assemblé au Bangladesh et à 13% seulement pour ceux fabriqués sur place. Profitant de cet avantage fiscal, cinq entreprises assemblent d'ores et déjà localement : SYMPHONY (assembleur bangladais, www.symphony-mobile.com/, filiale du groupe Edison), WALTON (assembleur bangladais, www.waltonbd.com), SAMSUNG, TRANSSION Holdings (fabriquant chinois, <http://www.transsion.com/>) et AL AMIN Brothers (assembleur bangladais). Leur production globale atteindrait 1 M d'unités par mois, principalement pour le marché local. En 2017, le Bangladesh a importé 33,4 millions de téléphones pour un montant d'environ 100 Mds Tk (1 Mds €). La montée en force de l'assemblage permettra également de lutter contre les importations illégales. D'après la Bangladesh Mobile Phone Importers Association (BMPIA), près de 40% des smartphones Samsung sont importés illégalement et ce pourcentage atteint 80% pour la marque Apple.

Certaines marques, telles que Symphony, envisagent de commencer à exporter les produits assemblés au Bangladesh.

- **Transport urbain – Dacca veut se doter d'une ceinture ferroviaire de 82 kms.** Bangladesh Railway s'appête à signer un contrat de près de 2 M€ pour l'exécution d'une étude de faisabilité



et d'un APD (*Detailed Project Proposal*) portant sur un projet de ceinture ferroviaire autour de l'agglomération de Dhaka (15 M hab.).

Le partenaire retenu est un consortium sino-bangladais constitué entre China Railway SIYUAN Survey & Design Group Company Ltd (créé en 1953, elle a participé à la conception de plus de 60 projets de transport ferroviaire urbain dans 18 villes) et les entreprises locales BETS Consulting Services Ltd (<http://www.betsbd.com/>; créée en 1979, plus de 450 experts) et Engineers and Advisors Ltd.

La ceinture devrait s'étendre sur 82 kms, comprendre 20 stations et 10 interconnexions avec le réseau de métro pour un coût estimé à 8,5 Mds\$. La construction de la voie ferrée autour de la capitale devrait commencer en juin 2020. Le projet global n'est pas encore financé.

Ce projet vient renforcer le *Revised Strategic Transport Plan* (2016-2035 RSTP) pour Dacca qui prévoit la construction de 5 lignes de métro et de deux lignes de bus à haut niveau de service. Les travaux de la première ligne, MRT-6, ont commencé en août 2017 et devraient s'achever en décembre 2020. Elle reliera le nord de la ville aux quartiers sud. 75% du projet est financé par l'agence japonaise JICA et le solde par le gouvernement.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **L'indice des prix de gros progresse de 2,9 % en février**, selon les données publiées par le ministère du Commerce et de l'Industrie. Il indique ainsi une reprise après trois mois consécutif de ralentissement et l'étiage de dix mois atteint par les prix de gros en janvier (+2,7%). Celle-ci est principalement imputable à l'évolution du prix des articles alimentaires. En hausse de 3,5 % en janvier, ces derniers enregistrent une augmentation soutenue, à 4,8 %, un mois plus tard. Le prix des légumes affiche en particulier une inflexion avec un essor de 6,8 % en février (contre un recul de 4,2% un mois plus tôt), tandis que celui des légumineux marque une nette accélération, en hausse de 11%, après un essor de 8 % en janvier. On notera également l'orientation haussière du prix des céréales (+9,7 % en février après +7,9 % le mois précédent).

Le prix des produits manufacturiers enregistre dans le même temps un ralentissement avec un essor de 2,3 %, soit un rythme inférieur à celui enregistré en janvier (+2,6 %). Il demeure tiré à la baisse par la modération du rythme de progression du prix des métaux de base (+1,6 %), des produits chimiques (+3,8 %) et du textile (+4,6 %). A l'inverse, les produits minéraux non métalliques et les produits alimentaires manufacturés affichaient une accélération des prix, qui progressent de respectivement 3 et 1,7 % en glissement annuel en février. Enfin, après avoir enregistré un essor de 1,9 % en janvier, le prix de l'énergie enregistre une recrudescence à 2,2 %. **Sur les 11 premiers mois de l'exercice budgétaire**, les prix de gros progressent de 4,4 % en moyenne, contre 2,9 % sur la période analogue un an plus tôt.

- **Le déficit commercial de février se resserre.** Le déficit commercial mensuel de l'Inde a fortement diminué en février 2019 pour atteindre 9,6 Mds USD, soit un étiage de dix-sept mois, contre 14,7 Mds USD en janvier 2019. Cette réduction notable du déficit commercial a été provoquée par une correction des importations de pétrole et de produits autres que pétroliers. Les exportations progressent de 2,5% sur un an, contre 3,7% le mois précédent. La croissance



des importations enregistré dans le même temps une contraction de 5,4% sur un an, par rapport à une hausse de 0,9% en janvier 2019.

Les perspectives du commerce de marchandises de l'Inde apparaissent plutôt positives pour le dernier mois de l'exercice budgétaire 2018-2019. Les prix du pétrole brut restent en effet globalement dans la bande des 60 à 67,5 USD par baril lors des quatre derniers mois, après avoir culminé à 85 USD en octobre 2018. En outre, les importations d'or semblent jusque-là plutôt bien maîtrisées.

FINANCES PUBLIQUES

- **Le programme de transferts monétaires directs Pradhan Mantri Kisan (PM-Kisan) a entraîné un déboursement de 52 Mds ₹ (660 M€) depuis son lancement.** La valeur des nouveaux transferts monétaires s'est établie au total à 52,2 Mds ₹ depuis le lancement officiel du programme le 24 février 2019, soit un quart de la cible fixée d'ici la fin de l'exercice budgétaire (fin mars 2019). Les versements auraient bénéficié en outre à 260 millions d'agriculteurs, dont notamment 7,5 millions dans l'Uttar Pradesh (lieu de lancement du programme en présence du Premier ministre Modi) selon les données du ministère de l'Agriculture. Pour rappel, le gouvernement a annoncé lors de la présentation du budget intérimaire début février l'introduction d'une allocation de 6 000 ₹ par an (75 €), versée directement sur un compte bancaire, à l'attention de 120 millions d'agriculteurs qui posséderaient moins de 2 hectares. On relèvera que la cible fixée à 200 Mds ₹ ne pourrait toutefois être atteinte du fait de lacunes encore persistantes dans la disponibilité des données et, en conséquence, au ciblage des bénéficiaires.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **Les actifs sous gestion des fonds mutuels ont marqué une contraction en février.** Les fonds mutuels géraient au total des actifs de 23 164 Mds ₹ au 28 février (295 Mds €), soit une baisse de 207 Mds par rapport à janvier selon les chiffres de l'Association des fonds mutuels.

Alors que les actifs sous gestion continuent, en rythme annuel, à croître (+4,3 %, soit une hausse de 961 Mds ₹ par rapport à février 2018), leur essor a nettement décéléré au cours de l'année 2018 : ils atteignaient 23 250 Mds ₹ fin avril 2018 avant de chuter à 22 864 Mds ₹ en juin, puis à 23 371 Mds ₹ en janvier 2019.

Ce ralentissement serait, pour l'essentiel, le fait des fonds monétaires et de liquidité, dont les actifs affichent une contraction de 4,2 % pour s'établir en février à 4 880 Mds ₹. Une évolution à mettre en perspective avec l'accélération sur la même période des sorties de capitaux enregistrées au titre des instruments de dette, pour lesquels des sorties nettes de près de 60 Mds ₹ (soit 0,76 Mds €) ont été enregistrées en février (pour un total-record de 73 Mds ₹ depuis janvier).

Les fonds de revenus affichaient, quant à eux, un recul contenu de 0,2% à 6 958 Mds ₹ sur la période (30% des actifs totaux). Les actifs investis dans les fonds de participation (hors arbitrage) enregistraient, pour leur part, une baisse de 10 Mds ₹ en rythme mensuel (à 6 861 Mds ₹, soit 30% du total), à l'instar des fonds équilibrés, qui affichent une contraction de 28 Mds ₹ (- 1,6% à 1 728 Mds ₹, soit 8% du total). On notera, enfin, que les actifs gérés par les



fonds d'infrastructures restent, malgré d'importants efforts d'incitation réglementaire, marginaux en volume et mal orientés (- 0,5% à 27 Mds ₹, soit 0,1% du total), tandis que les fonds indiciels (dont ETF indexés sur l'or) géraient des actifs en hausse de 6% à 1 180 Mds ₹.

- **Les actifs de la Banque centrale ont crû de 13% à 39 788 Mds ₹ (506 Mds €) en février.** La croissance des actifs de l'Institut d'émission a été tirée à la fois par la progression de ses investissements, en hausse de 38,3% à 8 867 Mds ₹, mais également par l'essor de ses titres à l'étranger (+18,9 % à 20 032 Mds ₹ fin février). De plus, on notera l'augmentation des prêts et avances, dont 693 Mds ₹ supplémentaires d'avances aux banques commerciales. A l'inverse, les soldes détenus à l'étranger ont connu une contraction de 25% en glissement annuel pour s'établir fin février à 6,7 Mds ₹.
- **Les envois de fonds à l'étranger ont poursuivi leur accélération en janvier.** En hausse de 14% en rythme annuel, ils se seraient établis à 1,3 Md \$, prises de garanties comprises, selon les chiffres préliminaires de la Banque centrale ; il s'agirait, hors le niveau atteint en août 2018 à 1,4 Md \$, d'un flux sortant record alors que la moyenne mensuelle sur l'année 2018 s'affichait à 1 Md \$. Les voyages, qui constituent la source principale d'envois de fonds à l'étranger, s'affiche à 506 M \$ sur le mois de janvier; puis les fonds afférents aux études (400 M \$) ; enfin, l'envoi de fonds à des proches qui vivent à l'étranger (à 243 M \$) et les cadeaux (à 106 M \$).

L'Institut d'émission a autorisé les Indiens à envoyer de l'argent à l'étranger à partir de 2003 lorsque les réserves de change ont franchi le seuil des 100 Mds \$. Plafonnés à 50 000 \$ par an dans un premier temps, les envois de fonds réalisés par les Indiens à l'étranger ont été portés à 250 000 \$ par personne et par an en 2014. Inférieures jusqu'alors à 1 Md par an, les sorties ont commencé à s'accélérer à partir de 2015 tandis que de nouvelles transactions ont parallèlement été autorisées par la RBI.

AUTRES INFORMATIONS

- **L'Inde souhaiterait accueillir à nouveau une mini-conférence ministérielle de l'OMC.** L'Inde envisagerait, à l'instar de celle d'un type similaire montée l'année dernière à New Delhi, d'organiser à nouveau une réunion informelle de certains ministres de pays membres de l'OMC. Cette réunion pourrait avoir lieu en mai prochain, avec pour objectif de débattre des intérêts des pays les moins avancés et des pays en développement. L'Inde aurait déjà engagé, dans cette perspective, certains contacts avec l'Afrique du Sud, la Chine, et le Venezuela.
- **L'Inde et le Pérou ont bouclé à Lima une quatrième série de négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE).** Cet accord vise à stimuler le commerce bilatéral entre les deux pays. Ses principaux chapitres incluent l'accès au marché des marchandises, le commerce des services, la circulation des professionnels, les investissements, le règlement des différends, les obstacles techniques au commerce, les mesures correctives commerciales, les règles d'origine des marchandises, les procédures douanières et la facilitation des échanges. Afin de se diversifier par rapport à ses marchés traditionnels, l'Inde cherche à renforcer ses engagements avec d'autres régions (Afrique, Amérique du Sud et Asie centrale). La Fédération des organisations d'exportateurs indiens (FIEO) a notamment fait savoir que le Pérou recelait un potentiel considérable en termes d'exportations et d'investissements pour les exportateurs et les entreprises du pays. Le Pérou occupe le troisième rang en termes de destinations des exportations de l'Inde dans la région Amérique latine et Caraïbes.



MALDIVES

- **Signature d'une aide financière avec l'Inde.** L'accord a été signé le 18 mars entre le ministre des Finances maldivien et le Directeur général de l'*India's Export-Import Bank*. Ce financement de 800 M USD prendra la forme d'une ligne de crédit à un taux d'intérêt de 1,75%, pour une durée de remboursement de 15 ans et une période grâce de 5 ans. Il avait été promis par le Premier ministre indien Modi suite à la visite officielle du Président maldivien Ibrahim Mohamed Solih à New Delhi en décembre dernier. Le ministre a annoncé que ces fonds seraient destinés à la réalisation de projets d'adduction d'eau et d'assainissement sur 30 îles du pays, et au transfert du port commercial de Malé vers l'île de Thilafushi. Une aide budgétaire de 200 M USD sera par ailleurs accordée par le gouvernement indien à son homologue maldivien.

NEPAL

- **Le taux de déboursement des programmes financés par la Banque asiatique de développement (BAsD) s'établissait à 82% en 2018** selon les chiffres communiqués à l'occasion de la réunion d'examen tripartite (TPRM) tenue avec le ministre des Finances népalais, Rajan Khanal. Si le montant des déboursements effectifs (246,7 M \$) demeure en-deçà de la cible de 308 M\$ fixée et, a fortiori, des 592 M \$ prévus pour l'ensemble de l'année 2018, le directeur général adjoint (DGA) pour l'Asie du Sud de la BAsD, Diwesh Sharan, n'en a pas moins salué « l'essor substantiel » des activités de la BAsD au cours de la période récente.

Il a toutefois souligné qu'en dépit des progrès observés, **la capacité d'absorption des autorités népalaises apparaissait encore inadéquate dans l'ensemble**: sur un engagement total de 2,8 Mds \$ pour une trentaine de projets au Népal, près de 1,7 Md \$ n'ont en effet toujours pas été déboursés. De nombreux projets, tels que la modernisation de l'aéroport international de Tribhuvan, la construction de l'aéroport Ghautam Buddha à Bhairahawa, le développement et la modernisation du réseau de transmission électrique ou encore les projets d'irrigation demeurent encore sujets à retards.

Tout en saluant la transition actuelle du pays vers un système fédéral, le DGA a néanmoins fait part de son inquiétude sur la mise en place concrète des projets de développement, avec pour conséquence des incertitudes sur la gestion des 744 collectivités locales créées, ainsi qu'au plan des ressources humaines. Plusieurs projets financés sur le budget des administrations centrales resteraient ainsi dans l'attente d'arbitrages entre le niveau central et les collectivités.

Membre fondateur de la BAsD, le Népal a surtout bénéficié de projets dans les domaines suivants : agriculture et développement rural, énergie, eau, infrastructures urbaines et transports. La BAsD y a financé, notamment suite à la reconstruction du pays après les tremblements de terre de 2015, 36 projets et 18 programmes d'assistance techniques pour des montants respectifs de 2,8 Mds \$ et 26,4 M \$.

PAKISTAN

- **Dépôt d'1 Md USD par les Emirats arabes unis à la Banque centrale en soutien aux réserves de change.** Les réserves brutes enregistrent une hausse de 715,8 MUSD au cours de



la semaine qui s'achève le 15 mars 2019. Elles s'établissent à 8,8 Mds USD, soit 1,7 mois d'importation de biens et de services (à partir des résultats des huit premiers mois de l'exercice 2018/19). Cette hausse s'explique par le dépôt d'1 Md USD à la Banque centrale pakistanaise par le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement le 12 mars, versement qui correspond à la deuxième tranche de l'aide financière promise par les Emirats arabes unis d'un montant total de 3 Mds USD (après le premier versement d'1 Md USD intervenu fin janvier). Par ailleurs, le ministre des Finances Asad Umar a déclaré que la Facilité de paiement à tempérament des importations de pétrole depuis les Emirats arabes unis (dans la limite de 3,2 Mds USD par an) qui avait été annoncée fin décembre 2018 ne se matérialiserait sans doute pas.

- **Contraction marquée du déficit de la balance des transactions courantes lors des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19** (juillet 2018-février 2019). Le déficit commercial enregistre une légère baisse à 19,3 Mds USD sur la période considérée (-2,8 % en glissement annuel). Les exportations de biens restent stables (-0,1 % en glissement annuel) à 16 Mds USD, quand les importations de biens reculent de 1,6 % à 35,3 Mds USD. Les principaux fournisseurs du Pakistan sont la Chine (18,7 % du total), les Emirats arabes unis (17,8 %), Singapour (7,1 %), l'Arabie saoudite (5,6 %) et les Etats-Unis (3,9 %). Les principaux pays de destination des exportations pakistanaises demeurent les Etats-Unis (17 % du total), le Royaume-Uni (7,4 %), la Chine (7,3 %), l'Allemagne (5,5 %) et l'Afghanistan (4,9 %). Principale cause du dérapage du déficit commercial, les produits pétroliers restent le premier poste d'importation (9,9 Mds – 28 % du total) et enregistrent une progression de 14,3 % en glissement annuel au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire 2018/19. En outre, les importations de pétrole brut et de GNL s'affichent en hausse de respectivement 30,2 % à 3,2 Mds USD et 92,5 % à 2,1 Mds USD. Les exportations de textile, qui comptent pour 57,2 % du total des exportations pakistanaises, enregistrent pour leur part une hausse modérée de +3,1 % en glissement annuel à 9,1 Mds USD alors que les exportations de produits alimentaires demeurent stables à 2,8 Mds USD (+0,5 %, 17,5% du total).

Le solde de la balance des biens et des services atteint -21,6 Mds USD sur les huit premiers mois de l'exercice 2018/19 (réduction du déficit de 8 % en glissement annuel). Le déficit du compte courant se réduit quant à lui de 22,5 % en glissement annuel au cours de la période considérée pour atteindre 8,8 Mds USD (après 11,4 Mds USD un an plus tôt) et représente 4,5 % du PIB (contre 5,3 % du PIB à la fin février 2018). Pour mémoire, le déficit du compte courant avait atteint 18,1 Mds USD sur l'exercice budgétaire 2017/18 (6,1 % du PIB).

- **Chute des IDE de 22,6 % au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire** (juillet 2018-février 2019). Les flux nets ont atteint 1,6 Md USD sur la période, chiffre en baisse de 22,6 % par rapport à la même période en 2017/18. Malgré un recul de 31,9 % en glissement annuel, la Chine demeure le principal investisseur au cours de la période considérée et compte pour 55,5 % des flux nets d'IDE (889,6 MUSD). Elle est suivie par le Royaume-Uni (8,7 %), le Japon (4,8 %), la Corée du Sud (4,2 %) et les Emirats arabes unis (4,1 %).

Les investissements de portefeuille ont été négatifs à hauteur de 408,4 MUSD (à comparer à -118,8 sur la même période de 2017/18). Les investissements étrangers nets n'ont en conséquence atteint que 1,2 Md sur la période (à peine 0,6 % du PIB) à comparer à 4,4 MUSD en 2017/18 (recul de 72,5 % en glissement annuel).

- **La Banque mondiale souligne les principaux défis auxquels le Pakistan doit faire face pour garantir la prospérité du pays à l'horizon 2047 (100^{ème} anniversaire de la création du Pakistan)**. Dans son rapport *Pakistan@100 Shaping the Future 2047*, la Banque mondiale met



l'accent sur l'investissement dans le capital humain, et notamment la démographie. Elle encourage ainsi le gouvernement à œuvrer en faveur du ralentissement du taux de croissance annuel de la population à 1,2 % d'ici 2047 (contre 2,4 % en 2017). La Banque considère également que la réforme de l'économie, à travers l'amélioration de l'environnement des affaires, l'accroissement du commerce régional ou encore le renforcement du système fiscal constitue une priorité. Elle formule également des recommandations relatives à l'amélioration de la gouvernance et de la gestion des ressources en eau.

	Base de référence	Objectif
Croissance démographique	2,4 % (2017)	1,2 % (2047)
Malnutrition chronique (retard de croissance) chez les enfants de moins de cinq ans	37,6% (2018)	22,5% (2030)
Dépenses publiques dans l'éducation et la santé	2% et moins d'1%	5% et 2%
Ratio recettes fiscales/PIB	13% (2018)	20% (2030)
Classement <i>Doing Business</i>	136 (2019)	50 (2023)
Commerce régional	18,5 Mds USD (2015)	58 Mds USD (2030)
Productivité de l'eau dans le secteur agricole	1.00 USD/m ³ (2017)	11.00 USD/m ³ (2047)

Source : Banque mondiale, *Pakistan@100 Shaping the Future 2047* (sélection d'indicateurs).

SRI LANKA

- **La croissance du PIB réel s'établit à 3,2% en 2018.** Selon les statistiques publiées par le Département du Recensement et des Statistiques (DCS), l'économie sri lankaise a cru à un rythme identique par rapport à 2017, à prix constants (3,3% de croissance cette année-là).

Les services constituent toujours le principal moteur de l'économie du pays (56,8% du PIB), et affichent une accélération du rythme d'expansion (+4,8% contre +3,2% en 2017). Les activités dans les sous-secteurs des "services financiers", des "assurances", et des "télécommunications" ont progressé de +11,8, +10,8 et +10,0% respectivement.

Le secteur agricole (7,9% du PIB), qui avait été affecté par des conditions climatiques adverses en 2017, a bien rebondi l'an dernier. Il enregistre une croissance de 4,7%, notamment tiré par la forte expansion de la riziculture (+33,6%, contre -7,1% en 2017).

L'activité industrielle (27% du PIB) a en revanche marqué le pas l'an dernier et n'affiche qu'un faible taux de croissance, à +0,9% (contre +3,8% en 2017). Si le secteur manufacturier a crû de 3,0% en 2018, porté par les activités de production de nourritures, boissons et tabac ; et de fabrication de vêtements (+5,5% et +3,6% respectivement), l'industrie a été pénalisée par le recul des activités de raffinage de pétrole (-8,2%). Le secteur de la construction a quant à lui enregistré une progression de +2,1% de sa valeur ajoutée, en ralentissement par rapport à 2017 (+3,1%). Le dernier trimestre 2018 en particulier a vu un net recul de la croissance de l'industrie de 3,6% par rapport à la même période de 2017, ce qui a eu un impact significatif sur la performance annuelle du secteur.

- **Creusement du déficit commercial en 2018.** Le solde des échanges de biens est en effet passé de -11,4 Mds USD en 2017 à -11,9 Mds USD l'an dernier, en raison d'une croissance moindre



des exportations sri lankaises comparativement aux importations. Les ventes de biens sri lankais à l'étranger ont enregistré une hausse de 4,7%, pour atteindre 11,9 Mds USD, tirées par les exportations de biens industriels (+8,4%, 9,3 Md USD). On relèvera en particulier la catégorie « textiles et vêtements », premier poste d'exportation du pays avec 5,3 Mds USD (45% du total), avec une hausse des exportations de 5,7%, tout comme les produits en caoutchouc (+4,8%, troisième poste avec 7% du total). A noter aussi l'accroissement de 43% des ventes à l'étranger de produits pétroliers. Les exportations de produits agricoles se sont quant à elles affichées en recul l'an dernier (-6,8%), tirées vers le bas par des ventes de thé et d'épices moindres (-6,6% et -11,3% respectivement).

Les importations sri lankaises ont progressé de 6,0% et s'établissent à 22,2 Md USD en 2018, en raison de la hausse de la facture pétrolière (+21,1%), qui représente 19% du montant importé (4,1 Md USD, premier poste). Les achats de textiles destinés à l'industrie du vêtement, second poste d'achat (12,9% du total) sont également en croissance de 4,9%. L'augmentation la plus notable est à mettre à l'actif de la catégorie des véhicules motorisés, dont les achats à l'étranger ont bondi de 103,6% (1,6 Md USD). Les importations de machines et équipements, et de matériaux de construction, troisièmes et quatrièmes postes, ont connu une évolution contraire, avec un recul de 4,9% et 4,2% respectivement.

- **Lancement de la construction d'une nouvelle zone franche d'exportation (EPZ).** La première pierre de cette nouvelle EPZ – la onzième dans le pays – située à Bingiriya (environ 100 km au nord de Colombo, a été posée lors d'une cérémonie officielle le 4 mars dernier, en présence du Premier ministre Ranil Wickremesinghe et de plusieurs autres ministres.

A l'instar des EPZ déjà existantes, cette zone de 1200 hectares – la plus grande du pays – sera dotée d'infrastructures et services publics de base, et offrira aux exportateurs locaux et étrangers des conditions attractives en matière fiscale. Selon les autorités locales, les activités de production au sein de cette EPZ permettront de générer environ 75 000 emplois directs et indirects. Parmi les premiers investisseurs déclarés figurent *Brandix*, premier exportateur sri lankais de textile, et *Lanka Harness*, producteur d'airbags pour automobiles.

- **La Banque Mondiale approuve un nouveau prêt pour l'amélioration des services publics en milieu rural.** Le financement apporté par l'institution multilatérale, via l'Association pour le Développement International (IDA), s'élèvera à 70 M USD, au bénéfice du ministère sri lankais de l'Intérieur, des Conseils Provinciaux et des Administrations locales. Il visera à permettre un meilleur accès aux services publics essentiels (santé, assainissement et routes notamment) pour les populations de quatre provinces du pays (Nord, Nord-Centre, Est, et Uva).

L'enveloppe financière, de 100 M USD au total, sera complétée par un don de 23 M USD de l'Union Européenne et d'une contribution du gouvernement sri lankais, à hauteur de 7 M USD.



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	<i>Climat des affaires</i>
Inde	Baa2	Positive	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B	Stable	D	D
Sri Lanka	B1	Négative	B+	Négative	B+	Stable	B	B
Maldives	-		B2	Stable	-		D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par M. Hammouch, P. Pillon, A. Boitière, J. Deur, P.-H. Lenfant A. Perriot.

Version du 22/03/2019